

Convention de partenariat

Entre INTEFP et IETL

Entre :

D'une part :

L'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP)

Catégorie juridique : Etablissement public à caractère administratif

N° de déclaration d'activité : 82 69 09369 69

SIRET : 130 000 136 00015

Code APE : 8411Z

Adresse : 1498, route de Sain Bel – 69280 Marcy l'Etoile

Représenté par le Directeur de l'INTEFP, Hervé LANOUZIERE

Et d'autre part :

L'Université Lumière Lyon 2

Adresse : 86 Rue Pasteur 69007 Lyon

Représenté par la Présidente, Nathalie DOMPNIER

Pour le compte de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon, ci-après dénommée « l'IETL ».

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'INTEFP est un établissement public de l'Etat à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle des ministres en charge du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Son siège est situé à Marcy-l'Etoile autour duquel sont rattachés 6 centres interrégionaux de formation (CIF), à Montpellier, Paris, Nancy, Lille, Nantes et Bordeaux.

Il a notamment pour missions la formation professionnelle initiale et continue des agents publics des services placés sous l'autorité du ministre chargé du travail, ainsi que les préparations aux concours interne et externe d'inspecteur du travail. Depuis 2016, la loi lui confère la responsabilité de développer des formations communes « représentant employeur/ représentant salarié » pour favoriser les pratiques de dialogue social.

L'IETL, fondé en 1951, est un institut pluridisciplinaire de l'Université Lumière Lyon 2 qui a pour mission d'assurer la formation initiale et continue, et de conduire des recherches en sciences sociales du travail.

L'IETL forme notamment des directeurs ou gestionnaires de ressources humaines, des juristes spécialisés en droit social, des cadres des organismes sociaux, des ergonomes, des consultants d'entreprises, etc.

L'IETL dispense un enseignement consacré aux aspects juridiques, sociologiques, économiques, ergonomiques et sociaux du travail.

L'INTEFP a pris l'attache de **L'IETL**, au cours de l'année 2014, pour enrichir et diversifier ses réseaux de formateurs sur des thématiques partagées. Dans ce cadre, une première convention a été conclue le



20 janvier 2015 et les premières actions se sont construites autour des modalités suivantes:

- interventions réalisées par des enseignants chercheurs de l'IETL en lien avec l'actualité du droit social,
- interventions réalisées par des responsables de projet de l'INTEFP devant des étudiants de l'IETL,
- mise en place de cycles de conférence du soir,
- participation à des modules de formation.

Depuis cette première convention, le partenariat entre l'INTEFP et l'IETL s'est poursuivi.

Article 1 – Objet du partenariat

L'INTEFP et **l'IETL** conviennent de renouveler et renforcer la convention de partenariat qui les liait jusqu'au 27 novembre 2021 afin d'enrichir et de diversifier les croisements entre réseaux de formateurs sur des thématiques partagées.

Dans ce cadre, pourront notamment être réalisées :

- Des interventions réalisées par des enseignants chercheurs de l'IETL en lien avec l'actualité du droit social,
- Des interventions réalisées par des responsables de projet de l'INTEFP devant des étudiants de l'IETL,
- La relance d'espaces de discussions permettant le croisement des regards académiques et pratiques sur des objets d'études partagés,
- La mutualisation à travers l'invitation et la réservation de places lors des événements (colloques, séminaires, webinaires, etc.) organisés respectivement par l'IETL et l'INTEFP et susceptibles d'intéresser les publics de chacun des signataires,
- La participation à des modules de formation.

Article 2 – Domaines de coopération

Le partenariat entre l'INTEFP et l'IETL pourra notamment porter sur les champs suivants :

Article 2.1 – Axes thématiques principaux:

- Dialogue social
- Relations individuelles de travail
- Relations collectives de travail
- Politiques de l'emploi
- Mutations économiques
- Qualité de vie au travail
- Santé au travail
- Ergonomie
- Sociologie du travail
- Effets des technologies numériques sur le travail

Article 2.2 – Axes organisationnels

- Faciliter la recherche et la mobilisation d'intervenants au sein de leurs ressources propres ou de leurs partenariats traditionnels;
En ce sens l'INTEFP permettra à ses collaborateurs de prendre part aux modules



d'enseignement de l'IETL en tant qu'enseignants vacataires, sur la base du volontariat et dans le cadre d'autorisations d'absence pour congés et de cumul d'activité ;

- Concevoir des actions conjointes (colloque, rencontres, séminaires, forums) périodiques ouvertes aux partenaires des deux parties et aux étudiants des Master sur des thèmes rattachés au programme de leur formation. Ces rencontres visent à permettre une confrontation et un enrichissement des analyses sur les questions liées aux politiques sociales et économiques ;
- Ouvrir de manière plus systématique, dans les limites de leur capacité d'accueil, l'accès à celles de leurs actions qui sont susceptibles d'intéresser leurs publics respectifs.

Les étudiants de Master pourront ainsi assister à des manifestations organisées par l'INTEFP en lien avec leurs contenus de formation. A cet effet, l'INTEFP généralisera l'envoi d'informations sur ses initiatives et publications ainsi que d'invitations à ses événements (colloques, séminaires, sessions, webinaires, ateliers, etc.) qu'il adressera à l'adresse électronique suivante : ietl@listes.univ-lyon2.fr

L'IETL ouvrira la possibilité pour des agents accueillis par l'INTEFP d'assister à des conférences qui s'intègrent à leurs enseignements en particulier ceux liés au cursus de formation initiale des inspecteurs du travail. A cet effet, l'IETL généralisera l'envoi d'informations sur ses initiatives et publications ainsi que d'invitations à ses événements (colloques, séminaires, sessions, webinaires, ateliers, etc.) qu'elle adressera à l'adresse électronique suivante : intefp.vcap@travail.gouv.fr

- Favoriser l'accès des étudiants de l'IETL à des stages dans les services déconcentrés du ministère de tutelle de l'INTEFP ainsi qu'à l'INTEFP, notamment au sein des départements "veille et communication" et "Pôle Partenariats" ou de la mission "Format Dialogue" ;
- Permettre aux élèves de la classe préparatoire Talents du service public préparant le concours d'inspecteur du travail d'accéder, au diplôme Universitaire Droit et Gestion des ressources humaines. Les modalités de cet accès font l'objet d'une convention ad hoc ;
- Favoriser et appuyer l'organisation pratique de leurs actions notamment en se prêtant des salles à titre gracieux dans la limite des capacités d'accueil de chacune des parties.

Article 2.3 – Axes européen et international

- Participer à la préparation du stage européen et international des inspecteurs élevés du travail et le cas échéant intégrer la délégation en déplacement dans les pays d'accueil dans la mesure où l'INTEFP s'engagerait à prendre en charge les frais afférents aux transports, à la restauration et à l'hébergement occasionnés.
- Associer des étudiants au projet Eurodétachement

Article 2.4 – Axes de recherche

- Aider l'INTEFP à développer une politique d'édition interne de notes à forte valeur ajoutée en échangeant sur la base des travaux et méthodes de recherche menées au sein de l'Université Lyon 2 notamment par le CERCRID (UMR 5137), le centre Max Weber (UMR 5283) et EVS (UMR 5600)-AE-CTT ;
- Participer à la définition de sujet de travaux de recherche ou thèses de doctorat sur des



- thèmes identifiés par les praticiens des services déconcentrés du Ministère en charge du travail;
- Ouvrir l'accès du Centre de ressources documentaires de l'INTEFP aux doctorants de l'IETL.

Article 3 – Communication

Les Parties entendent promouvoir leur partenariat à travers leur communication externe tant au plan régional que national.

Chacune des Parties s'engage à valoriser ce partenariat sur l'ensemble des documents et supports rédigés ou publiés en relation avec cette Convention, grâce à tous les moyens adaptés et notamment par des actions de communication décidées d'un commun accord entre les parties à l'occasion d'évènements marquants de la vie du projet.

Chacune des Parties s'engage à mettre à disposition les éléments (logos, photos...) nécessaires aux actions de communication.

Tous logos, marques, dessins et autres créations intellectuelles mis à disposition de l'une des Parties par l'autre Partie restent la propriété exclusive de cette dernière.

En outre, chacune des Parties ne transfère aucun droit de propriété sur les contenus et chartes graphiques qu'elle est susceptible de fournir.

Chacune des Parties soumet à l'autre Partie, préalablement à sa diffusion sous quelque forme que ce soit, tout projet de communication au tout support dans lequel apparaît le nom, les marques, au logos dont les droits de reproduction et de représentation non exclusifs lui ont été concédés et respecte la charte graphique en vigueur. La Partie titulaire des droits valide expressément le projet de communication au le support.

A tout moment pendant la durée de la Convention et après cessation de celle-ci pour quelque cause que ce soit, les Parties s'interdisent d'entreprendre toute action qui aurait pour effet ou objet d'affecter l'image de marque, les marques ou la réputation de l'autre Partie.

Article 4 – Durée du partenariat

La Convention prend effet à compter de la date de sa signature par les Parties pour une durée de trois ans.

A l'issue des trois ans, la convention peut être reconduite d'un commun accord entre les Parties par voie d'avenant, lequel peut préciser les éventuelles évolutions du champ de collaboration.

Article 5 – Résiliation de la convention

La convention peut être résiliée pour tout motif par l'une des parties au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la date anniversaire de sa signature.

Article 6 – Modification de la convention

La Convention peut être révisée à tout moment d'un commun accord entre les Parties par voie d'avenant s'il s'avère utile d'en adapter certaines modalités.



Article 7 – Confidentialité

Chaque Partie s'engage à prendre toutes les mesures pour assurer le respect de l'obligation de confidentialité et elle s'interdit de divulguer à toute personne physique ou morale, soit directement, soit indirectement, les informations confidentielles dont elle aurait connaissance dans le cadre de cette convention et/ou de les reproduire et/ou de les utiliser, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, à d'autres fins que l'exécution des modalités de la Convention.

Toutes informations confidentielles et leurs reproductions transmises par l'une des Parties à l'autre, restent la propriété de la partie qui les a divulguées.

Chaque Partie s'engage à ne transmettre les informations confidentielles reçues qu'aux seuls membres de son personnel qui auront été informés de la nature confidentielle de ces informations.

Article 8 – Litige

En cas de litige relatif à la formation, l'exécution ou la rupture de la présente convention, les parties engageront au préalable une procédure de règlement amiable.

En cas d'échec de la procédure amiable, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait, en trois exemplaires originaux, Le 01 Décembre 2021

A Marcy l'Etoile

A Lyon

Le Directeur de l'INTEFP

La Présidente de l'Université Lumière Lyon 2

Hervé LANOUZIERE

Nathalie DOMPNIER

